

Burundi : maintien en détention d'un journaliste accusé de trahison

@rib News, 06/09/2010 â€“ Source AFP Un tribunal burundais a dÃ©cidÃ© lundi le maintien en dÃ©tention d'un journaliste accusÃ© de trahison pour avoir doutÃ©, dans un article, de la capacitÃ© de son pays Ã prÃ©venir des attentats comme ceux perpÃ©trÃ©s Ã Kampala, en Ouganda par les shebab somaliens en juillet. Jean-Claude Kavumbagu, directeur du journal en ligne Net Press, et qui risque la perpÃ©tuitÃ© en cas de culpabilitÃ©, est en prison depuis le 17 juillet.

Le tribunal de Grande instance de Bujumbura "a dÃ©cidÃ© (lundi matin), Ã notre grande surprise de le maintenir en dÃ©tention", a annoncÃ© l'un de ses avocats, Gabriel Sinarinzi. "C'est une dÃ©cision injuste parce qu'elle a Ã©tÃ© prise en violation de la loi", a poursuivi le dÃ©fenseur, dÃ©nonÃ§ant "un vice de forme car le juge n'a pas respectÃ© le dÃ©lai de 48 heures prÃ©vu pour rendre sa dÃ©cision". Les avocats de M. Kavumbagu avaient demandÃ© mercredi dernier la mise en libertÃ© provisoire de leur client, "et le juge devait annoncer sa dÃ©cision vendredi Ã midi au plus tard", a-t-il expliquÃ©. Une premiÃ¨re demande de relaxe n'avait pas pu Ãªtre examinÃ©e suite Ã la mutation de l'un des juges. Kavumbagu a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© quelques jours aprÃ¨s les attentats du 11 juillet qui ont fait 76 morts Ã Kampala. Dans l'article incriminÃ©, il Ã©crivait le 12 juillet que si les shebab voulaient frapper le Burundi, "ils y rÃ©ussiraient avec une facilitÃ© dÃ©concertante, tellement nos forces de dÃ©fense et de sÃ©curitÃ© brillent par leur capacitÃ© Ã piller et Ã tuer leurs compatriotes, plutÃ´t que de dÃ©fendre le pays". Les shebab ont menacÃ© l'Ouganda et le Burundi de reprÃ©sailles Ã leur participation Ã la force de l'Union africaine en Somalie (AMISOM).